

PROGRAMME INDICATIF DE COOPERATION

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NICARAGUA

2007-2010

TABLE DES MATIERES

I	INTRODUCTION	3
II	OBJECTIFS DU PIC	4
III	LES SECTEURS PRIORITAIRES DU PIC	5
IV	LES THEMATIQUES TRANSVERSALES	7
V	CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	8
VI	LES MODES ET INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE DU PIC	9
VII	PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET SUIVI DU PIC	11
VIII	PLANIFICATION FINANCIERE DU PIC	13
IX	ANNEXES	14

I INTRODUCTION

Depuis 1990, le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Nicaragua ont mis en oeuvre des projets de coopération au Nicaragua. Au cours des dernières années les relations bilatérales entre les deux pays ont connu un renforcement continu et substantiel dans le domaine de la coopération au développement.

Un premier Programme Indicatif de Coopération (PIC) entre les deux pays couvrant la période 2003 à 2006 a été signé le 5 février 2003. Il a marqué une nouvelle période dans les relations de coopération, caractérisée par le passage d'une approche « projet » vers une approche « programme » permettant par conséquent une évolution graduelle vers un programme pluriannuel et multisectoriel, de nature plus stratégique, intégrée et cohérente.

Le présent document renforce cet aspect et vise à appuyer les efforts du Gouvernement nicaraguayen en matière de réduction de la pauvreté et de développement durable. Les objectifs du PIC s'insèrent dans le cadre des priorités retenues dans le Plan National de Développement du Nicaragua (annexe c), celui des Objectifs du Millénaire pour le Développement, et celui de la politique luxembourgeoise de coopération au développement (annexe a).

Le PIC entre les deux pays est régi par 1) l'Accord général de Coopération signé le 21 février 2000, par 2) l'Accord sur la Commission de Partenariat, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Nicaragua et par les 3) protocoles respectifs des projets en exécution conformément à la législation en vigueur.

Dans ce cadre, le PIC vise également à promouvoir l'efficacité de l'aide en se référant plus particulièrement à la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ». Dans ce même esprit, la partie luxembourgeoise adhère au « Plan d'action pour une coordination et une harmonisation plus étroites » de l'Union européenne qui a été adopté par les Etats membres et la Commission européenne.

II OBJECTIFS DU PIC

Les objectifs stratégiques retenus dans le PIC sont le résultat du dialogue entre les deux parties et sont basés sur les expériences antérieures ainsi que sur les priorités définies par le gouvernement nicaraguayen et la coopération luxembourgeoise.

OBJECTIFS STRATEGIQUES

- **Objectif global:**

Contribuer à la réduction de la pauvreté et favoriser le développement durable.

Objectif spécifique I : Appuyer le développement socio-économique du Nicaragua, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la formation des ressources humaines, de la santé et de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Objectif spécifique II : Maximiser l'impact de l'aide par une meilleure coordination et harmonisation de l'aide et une utilisation plus efficace des fonds du programme.

Le développement durable s'entend tel que défini par les Nations Unies dans le rapport Brundtland. Il comporte notamment :

- un pilier économique qui vise des objectifs de croissance et d'efficacité économiques,
- un pilier social qui vise à satisfaire les besoins humains et à répondre à des objectifs d'équité et de cohésion sociale. Il englobe notamment les questions de santé, d'éducation, de logement, d'emploi et de culture,
- un pilier environnemental qui vise à préserver, améliorer et valoriser l'environnement et les ressources naturelles sur le long terme.

III. LES SECTEURS PRIORITAIRES DU PIC

La coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua est guidée par la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement par leur application dans le Plan National du Développement du Nicaragua (PND) (annexe c). Dans ce contexte, le PIC 2007-2010 accorde la priorité aux secteurs sociaux :

SECTEURS PRIORITAIRES

- a) Education et formation des ressources humaines
- b) Santé
- c) Accès à l'eau potable et à l'assainissement

a) Education et la formation des ressources humaines.

Dans le secteur éducatif, les Objectifs du Millénaire et ceux du PND du Nicaragua comprennent l'éducation primaire pour tous et la promotion de l'équité de genre avec l'accroissement du pouvoir des femmes. On donnera priorité à l'amélioration et à la pertinence de l'enseignement, au soutien des familles en extrême pauvreté par des aides qui couvrent le coût d'opportunité de l'éducation, et à la révision des processus et des méthodes de formation initiale et continue des professeurs et des administrateurs des écoles.

L'éducation à tous les niveaux, qui inclut la formation professionnelle et technique des ressources humaines, constitue une grande priorité pour les relations de collaboration entre les deux pays. L'éducation est considérée comme le facteur le plus important pour le développement durable et la réduction de la pauvreté au Nicaragua.

La coopération du Luxembourg a appuyé au cours des années récentes le secteur éducatif et la formation professionnelle et technique. Priorité a été donnée à l'amélioration des écoles normales et plus récemment à la formation des ressources humaines dans le secteur touristique.

Dans le but d'améliorer la qualité de la formation initiale et continue des professeurs d'école, le système des Ecoles Normales d'Etat sera soutenu au cours de la période 2007-2010.

Egalement, dans le but de promouvoir l'emploi et la génération de revenus, un appui additionnel sera apporté à la formation professionnelle et technique pour les emplois liés au tourisme, l'un des conglomérats au potentiel majeur selon le Plan National de Développement du Nicaragua. Comme cela a été recommandé dans le rapport de révision à mi-parcours du PIC, seront soutenues les micro entreprises du secteur tourisme, initialement dans la zone centre nord du pays (route du café). Un appui additionnel sera également apporté à la formation et à l'utilisation intensive de main-d'oeuvre dans les projets locaux.

b) Santé

Dans le secteur de la santé, les objectifs du Nicaragua comprennent la réduction de la mortalité infantile au moment de la naissance et celle des enfants âgés de moins de 5 ans, l'amélioration de la santé des femmes via la réduction de la mortalité maternelle, la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies.

Malgré la réalisation de quelques progrès, l'extension de la couverture des services de santé et l'amélioration des indicateurs, particulièrement ceux relatifs à la morbidité et à la mortalité, continuent de représenter un défi.

L'objet de la politique du secteur de la santé est de garantir le droit et l'accès équitable et universel à un ensemble de services sanitaires de base afin d'accroître l'espérance de vie de la population et sa qualité de vie. Une attention spécifique sera portée aux populations les plus pauvres, dont la couverture en matière de santé est faible, en donnant priorité aux femmes en âge fertile, aux adolescents et aux enfants de moins de cinq ans.

Dans ce contexte, la coopération du Luxembourg continuera d'appuyer le Nicaragua dans ses efforts d'amélioration des Systèmes Locaux d'Attention Intégrale Sanitaire (SILAIS) dans les départements de Masaya, Carazo et Rivas, dans le but d'améliorer la couverture et la qualité, spécialement au niveau des services primaires.

Un appui additionnel sera assuré pour des services sûrs et fiables de transfusion sanguine, comprenant la collecte, le stockage et la distribution de sang.

c) Accès à l'eau potable et à l'assainissement

Malgré les progrès réalisés au niveau de l'accès à l'eau potable dans les zones urbaines et rurales et aux systèmes de drainages et d'assainissement, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les Objectifs du Millénaire, spécialement dans les zones rurales où l'objectif national est d'augmenter la couverture d'eau potable dans les zones rurales isolées, en passant d'une couverture de 48,5 pour cent (2004) à 65,8 pour cent (2010).

Le secteur de l'eau a révisé ses objectifs nationaux pour atteindre 83,5 pour cent de la couverture totale en eau potable en 2010, se basant sur le chiffre de référence de 75,8 pour cent enregistré en 2004.

En termes d'assainissement, le but est d'accroître l'accès national de 87,1 pour cent (2004) à 90 pour cent (2010).

Pour atteindre ces objectifs, le Nicaragua a besoin de la coopération de la communauté internationale.

Le Luxembourg continuera d'appuyer les efforts du Nicaragua pour améliorer les systèmes d'eau et d'assainissement, spécialement dans les zones rurales et urbaines les plus pauvres, situées dans la région du centre-nord du pays.

IV. LES THEMATIQUES TRANSVERSALES

Les deux parties conviennent d'intégrer les thématiques transversales suivantes dans les projets du Programme Indicatif de Coopération 2007-2010 :

- **Bonne gouvernance, démocratie participative, décentralisation et citoyenneté**

En coopération avec leurs partenaires multilatéraux et la société civile, les deux parties s'engagent à promouvoir au cours de l'identification et de l'exécution de projets et programmes :

1. l'information et la participation aux prises de décisions des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les minorités ethniques;
2. le processus de décentralisation, notamment à travers le renforcement des capacités locales et de la gouvernance locale ;
3. la responsabilité des gouvernements locaux et du gouvernement central.

- **Environnement**

Les deux parties s'engagent à promouvoir un développement durable en prenant en compte les problèmes environnementaux. Cette orientation pourra se traduire notamment par :

1. la promotion de technologies écologiques adaptées, en particulier des énergies alternatives et renouvelables (solaire, éolienne, biogaz) ;
2. des mesures visant la protection et la restauration des écosystèmes ;
3. études d'impact sur l'environnement de tous les projets du PIC.

- **Genre**

Les deux parties prêteront une attention particulière à la dimension du genre, en veillant à garantir la participation directe et effective des femmes à la conception et à la mise en œuvre des projets et programmes ainsi que la répartition équitable entre hommes et femmes de la valeur ajoutée (qu'elle soit économique ou sociale) produite par les projets et programmes.

V. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Les relations de coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua sont régies par les accords suivants:

- **L'Accord général de Coopération** entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Nicaragua, signé le 21 février 2000.
- **L'Accord sur la Commission de Partenariat** entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Nicaragua, signé le 5 octobre 2003.
- **Les Protocoles d'Accord** relatifs à l'exécution des projets financés.
- **Le PIC** en tant qu'instrument de pilotage et de suivi de la coopération à moyen terme.

Le PIC concerne les programmes et projets bilatéraux conçus et mis en œuvre par les gouvernements luxembourgeois et nicaraguayen. Il constitue également une référence pour les projets multilatéraux et ceux de la société civile. Il est élaboré, mis en œuvre et évalué conjointement par les gouvernements luxembourgeois et nicaraguayen à travers les entités gouvernementales et administratives chargées de la Coopération au Développement. Il s'agit plus particulièrement:

Pour le Luxembourg, du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Immigration, à travers la Direction de la Coopération au Développement et son Bureau de Coopération à Managua.

Pour le Nicaragua, du Ministère des Affaires Etrangères à travers le Secrétariat des Relations Economiques et de la Coopération.

Ces entités chargées de la coordination et du suivi du PIC s'appuient pour sa mise en œuvre sur les services administratifs et techniques compétents, ainsi que sur l'expertise des organisations internationales et non-gouvernementales oeuvrant pour le développement du Nicaragua.

VI. LES MODES ET INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE DU PIC

La coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua revêt l'une des formes suivantes ou leur combinaison:

- **Coopération Bilatérale**

La coopération bilatérale constitue la principale modalité d'intervention de ce PIC et peut être financière et/ou technique.

Il s'agit de la collaboration directe entre la Coopération luxembourgeoise et les autorités nicaraguayennes compétentes. Les projets bilatéraux sont généralement exécutés par l'agence d'exécution Lux-Development S.A..

Conformément aux recommandations de la revue à mi-parcours du PIC 2003-2006, pour chaque projet spécifique de la coopération bilatérale, un comité de direction sera responsable de la direction générale du projet. Le comité de direction sera composé d'un fonctionnaire du Bureau de la Coopération du Luxembourg à Managua, d'un fonctionnaire du gouvernement du Nicaragua, d'un représentant de l'institution bénéficiaire et d'un représentant de l'agence d'exécution.

La description des procédures pour la coopération bilatérale se trouve en annexe b.

- **Coopération Multilatérale**

Les deux parties reconnaissent la contribution importante de la coopération multilatérale dans les relations entre le Luxembourg et le Nicaragua ainsi que dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dans le but d'harmoniser les actions menées à bien dans le cadre de la coopération entre les deux parties et de valoriser les opportunités de complémentarité avec les actions bilatérales, le PIC inclura la réalisation de projets multilatéraux pour un montant indicatif équivalent à 15 % du budget total de ce PIC.

En référence aux priorités sectorielles retenues dans le présent PIC, une collaboration privilégiée sera entretenue avec les agences internationales suivantes, en se basant sur leur programme pluriannuel pour le Nicaragua: PNUD, OPS, et UNFPA.

- **Coopération Décentralisée**

La coopération au niveau des municipalités et des initiatives locales est encouragée. Les deux parties conviennent d'appuyer le processus de décentralisation en cours au Nicaragua et de consolider le renforcement des pouvoirs locaux. Le Gouvernement du Nicaragua agira pour appuyer et encadrer les actions décentralisées, conformément aux normes et procédures établies par le Gouvernement du Nicaragua.

- **Coopération avec les Organisations non-gouvernementales**

Le Gouvernement luxembourgeois encourage les ONGs luxembourgeoises et nicaraguayennes à travailler au Nicaragua et poursuivra sa coopération avec les ONGs déjà actives dans le pays. Il leur communiquera le présent PIC et tiendra compte de celui-ci lors de l'instruction des projets et programmes qui lui sont soumis pour financement par ces ONGs.

VII. PROGRAMMATION ET SUIVI DU PIC

• La Programmation

La coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua évolue vers une approche programmatique. Une telle approche tient compte des leçons tirées de la mise en œuvre du PIC antérieur, elle est pluriannuelle et de nature plus stratégique. Elle permet des interventions à caractère plus structurant. Elle est également de nature à faciliter une démarche multisectorielle, intégrée et cohérente et prend en compte les aspects d'harmonisation et de coordination de l'aide.

Dans ce cadre, le PIC vise également à promouvoir l'efficacité de l'aide en se référant plus particulièrement à la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ». Les deux parties s'accordent sur la participation permanente du Bureau de la Coopération du Luxembourg dans les « Tables sectorielles » et la « Table globale des donneurs » à Managua.

Cette programmation se fait par les grands objectifs sectoriels contenus dans le Plan National du Développement du Nicaragua, laissant une plus grande flexibilité pour l'identification a posteriori des actions concrètes à mettre en œuvre.

Les objectifs et indicateurs des projets spécifiques devront être alignés avec ceux du PND et des Objectifs du Millénaire pour le Développement pour l'année 2015.

Un fonds d'étude, d'une valeur d'environ 1 pour cent de l'enveloppe financière du présent PIC permettra de réaliser des études de faisabilité, d'identification, de suivi et autres. Il est co-géré par le Luxembourg et le Nicaragua, notamment par le Bureau de la Coopération à Managua et le Secrétariat des Relations Economiques et de la Coopération du Ministère des Affaires Etrangères du Nicaragua.

Dans le cadre des engagements pris au niveau international par le gouvernement du Luxembourg en matière de coordination et d'harmonisation, celui-ci entend examiner la possibilité de contribuer dans le futur à des approches sectorielles (SWAP).

• Durée du PIC

La durée du présent PIC est de quatre ans et couvre la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2010.

• Evaluation et suivi du PIC

Le Ministère des Affaires étrangères à travers le Secrétariat des Relations Economiques et de la Coopération, du côté nicaraguayen, et le Ministère des Affaires Etrangères à travers la Direction de Coopération au Développement (DCD) et son Bureau de Coopération à Managua, du côté luxembourgeois, sont les organismes responsables du suivi du PIC.

Le PIC fera l'objet d'un examen annuel de bilan et de programmation qui pourrait avoir lieu lors de la réunion de la Commission de Partenariat. Cet examen sera mené par le Ministère des Affaires Etrangères du Nicaragua et par la DCD, en associant les divers intervenants et bénéficiaires impliqués dans le programme. Si nécessaire, les deux parties conviendront de se rencontrer, à tout moment, pour faire le point sur le niveau d'avancement du PIC et sur l'adoption des mesures qui s'imposent pour faciliter sa mise en œuvre.

En outre, l'évaluation conjointe du PIC se fera à deux moments:

- à mi-parcours, pour un bilan approfondi et l'adoption éventuelle de mesures de réorientation des actions du PIC;
- à la fin de la période pour un bilan conjoint.

D'autre part, les projets et programmes pourront être soumis à des évaluations et audits internes et externes.

VIII. PLANIFICATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE DU PIC

Conformément à l'Accord Général de Coopération et aux Protocoles d'Accord relatifs aux projets, les Gouvernements luxembourgeois et nicaraguayen s'engagent à fournir les moyens institutionnels, humains, matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre et au suivi des programmes et projets du PIC. Le Gouvernement nicaraguayen s'engage en particulier à assurer la durabilité des investissements réalisés dans le cadre de la coopération entre les deux pays.

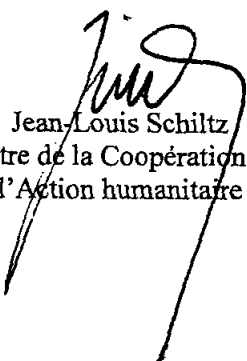
Le financement des activités à réaliser sera essentiellement assuré par les donations du Grand-Duché de Luxembourg et les contreparties correspondantes de la République du Nicaragua.

Le Gouvernement luxembourgeois est prêt à mettre à la disposition du présent PIC une enveloppe financière globale d'un montant indicatif de 31,6 millions d'euro sur 4 années. La sélection définitive des programmes et projets et leurs budgets respectifs se fera en accord avec les résultats des études d'identification et des rapports d'évaluation, et en accord avec les politiques de coopération du Luxembourg et des stratégies du PND du Nicaragua.

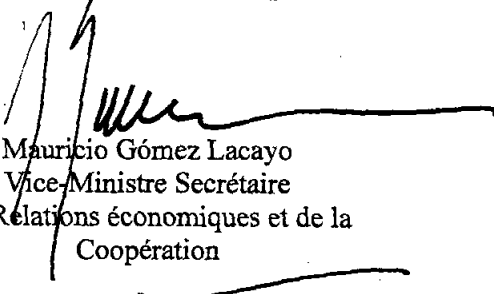
Ce budget permettra de financer toutes les actions prévues par le présent PIC. Il sera engagé et déboursé, sous forme de dons, au cours des 4 années de durée du PIC selon l'échéancier indicatif suivant : 7 millions d'euro en 2007, 7,4 millions d'euro en 2008, 8,2 millions d'euro en 2009 et 9 millions d'euro en 2010. Le montant définitif alloué chaque année tiendra compte de la mise en œuvre du PIC et de l'évolution de l'Aide Publique au Développement du Luxembourg.

Signé à Luxembourg, en quatre exemplaires faisant foi, deux exemplaires en langue française et deux exemplaires en langue espagnole, le 4 décembre 2006.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg


Jean-Louis Schiltz
Ministre de la Coopération et de
l'Action humanitaire

Pour le Gouvernement de
la République du Nicaragua


Mauricio Gómez Lacayo
Vice-Ministre Secrétaire
des Relations économiques et de la
Coopération

IX ANNEXES

Annexe a. La politique luxembourgeoise de coopération au développement.

La coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux - avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Ces actions s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre - d'ici 2015 - des objectifs de développement pour le millénaire. Ainsi les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles et le développement rural intégré. Les initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées et appuyées, que ce soit au niveau conceptuel ou au niveau opérationnel.

D'un point de vue géographique, la coopération luxembourgeoise poursuit, par souci d'efficacité et d'impact, une politique d'intervention ciblée dans un nombre restreint de pays partenaires privilégiés. Deux des dix pays cible de la coopération luxembourgeoise se situent en Amérique centrale. La coopération avec ces pays se distingue par un sens aigu du partenariat avec les autorités et les collectivités. Cet esprit de partenariat, complété par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point de programmes pluriannuels de coopération, les PIC (programmes indicatifs de coopération).

En termes d'aide publique au développement (APD), la coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des cinq pays industrialisés qui consacrent plus de 0,7 pour cent de leur revenu national brut à la coopération au développement. En 2006, l'APD se chiffrera à 230 millions d'euros et devrait représenter plus de 0,86 pour cent du RNB. Comme par le passé cette APD sera mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de l'assistance technique et de la coopération avec les ONGs de développement.

En parallèle, la coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans la discussion et la définition de nouveaux standards d'harmonisation et de qualité de l'aide internationale au développement. Elle a fait siennes les conclusions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle adoptée en mars 2005.

La coopération luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'assistance humanitaire qui se comprend dans le cadre plus large de la gestion civile des crises et peut être déployée à ce titre en cas de catastrophes naturelles, de même que dans des situations post-conflits, à partir de l'arrêt des violences armées jusqu'à la reprise des activités de coopération au développement.

La politique du Luxembourg en matière de coopération au développement et d'assistance humanitaire se caractérise depuis plus de quinze ans par un effort constant et progressif, tant en quantité qu'en qualité, au bénéfice des populations les plus démunies. Elle est l'expression d'une solidarité internationale affirmée et confirmée et constitue en tant que telle un important vecteur de l'action extérieure du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Annexe b. Description des procédures pour la coopération bilatérale

Pour les projets bilatéraux, les procédures de décision et de suivi-évaluation seront les suivantes :

- Identification conjointe par les Gouvernements luxembourgeois et nicaraguayen, conformément aux orientations du PIC 2 ;
- Le cas échéant, étude de pertinence et de faisabilité ; examen d'étude par les deux gouvernements ;
- Présentation d'une requête formelle par le Secrétariat des Relations Economiques et de la Coopération ;
- Après l'approbation formelle de la requête le Gouvernement luxembourgeois donne un mandat de formulation à Lux-Development ;
- Formulation du projet / programme par Lux-Development en collaboration avec les services techniques concernés ;
- Approbation du document de projet, résultat de la formulation par les deux Gouvernements ;
- Mandat d'exécution envoyé à Lux-Development par le Gouvernement luxembourgeois et signature d'un protocole d'accord entre les 2 gouvernements ;
- Mise en œuvre par Lux-Development en partenariat avec les services techniques nicaraguayens ou, le cas échéant, les organisations internationales et/ou non gouvernementales concernées ;
- Suivi et évaluation par les deux Gouvernements ;
- Toute augmentation budgétaire d'un projet doit être présentée par le Secrétariat des Relations Economiques et de la Coopération à la Direction de la Coopération au Développement pour approbation.

Annexe c. La stratégie renforcée de croissance économique et de réduction de la pauvreté (ERCERP 2001), et le plan national de développement (2005) du Nicaragua

Jusqu'à l'introduction du Plan National de Développement en 2005, la stratégie renforcée de croissance économique et de réduction de la pauvreté (ERCERP) a été le principal document officiel du Nicaragua sur ses stratégies, ses politiques, ses buts et objectifs.

Les principales lignes de la ERCERP ont été : a) la modernisation continue de l'Etat pour améliorer tout autant son attention comme son efficacité en matière de fourniture de services aux populations pauvres; b) la promotion complémentaire d'une plus grande équité via l'accroissement de l'accès des populations pauvres aux bénéfices de la croissance, avec une attention spéciale portée aux communautés rurales, aux femmes, aux groupes indigènes et aux habitants de la côte Atlantique ; c) une plus grande transparence, via une meilleure administration publique, au moyen de lois et de procédures, ainsi que par des rapports d'activité qui impliquent des processus participatifs avec les communautés cibles, les bénéficiaires et les leaders locaux ; et d) une plus grande participation de tous les membres de la société nicaraguayenne dans la ERCERP.

La stratégie de la ERCERP a été fondée sur quatre piliers et trois thèmes transversaux, qui reflétaient les objectifs globaux.

Le premier pilier « croissance de base ample et réformes structurelles » requérait une croissance du PIB d'au moins 5 pour cent par an ainsi que l'accroissement des exportations à un taux annuel d'au moins 15 pour cent.

Le second pilier « investissement en capital humain des populations pauvres » demandait une meilleure couverture, qualité et intégration des services d'éducation publique, de santé, de nutrition et des services du ministère de la famille, particulièrement dans les zones rurales.

Le troisième pilier « meilleure protection des groupes vulnérables » (populations affectées par les désastres naturels, ou personnes sujettes à des problèmes physiques ou familiaux) demandait à court terme un meilleur accès aux services publics.

Le quatrième pilier « gouvernance et développement institutionnel » impliquait au départ une nouvelle législation, c'est-à-dire des lois pour améliorer l'accès à l'information gouvernementale, des lois pour mettre en oeuvre des pratiques modernes d'achat dans le secteur public, des lois pour standardiser le service civil, des lois pour moderniser le code pénal et les procédures judiciaires de la cour des comptes, et des lois pour améliorer les registres de la propriété immobilière.

Trois thèmes transversaux – la vulnérabilité écologique du pays, une meilleure équité sociale, et la nécessité de décentraliser le processus de prise de décision et de prestation de services - ont été également considérés.

Après un long processus d'ajustement structurel et de discipline fiscale, le Nicaragua a finalement atteint en janvier 2004 l'annulation de plus de 80 pour cent de sa dette externe dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres hautement endettés (HIPC). L'appui de la communauté de la coopération et de la société nicaraguayenne a permis de mener à bien ce processus dans le cadre de la Stratégie Renforcée de Croissance Economique et de Réduction de la Pauvreté (ERCERP 2001).

Avec la mise en oeuvre de la ERCERP s'est produit une certaine réactivation économique, dans un contexte de basse inflation, de stabilité des changes et de taux d'intérêts à la baisse. Néanmoins, l'augmentation des revenus par tête et la diminution des niveaux de pauvreté n'ont pas correspondu aux attentes. La ERCERP n'a pas pris en compte les effets négatifs des prix record du pétrole et les répercussions de la crise bancaire de 2001 sur l'endettement public interne.

Le Plan National de Développement

Malgré les quelques avancées de la ERCERP, l'économie n'a connu qu'une croissance faible et la lutte contre la pauvreté n'a pas enregistré beaucoup de progrès. Malgré les efforts pour augmenter tant les dépenses comme l'investissement social, le Nicaragua n'atteint toujours pas les cibles de réduction de la pauvreté, spécialement dans les zones rurales, où une bonne part de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Le Plan National de Développement (PND) a été élaboré pour dépasser les limitations de la ERCERP, et a été présenté officiellement à la société nicaraguayenne en septembre 2003 et à la communauté internationale dans la réunion du groupe consultatif à la fin de la même année.

L'objectif du Plan National de Développement est la croissance économique à taux élevés et soutenus, via un appui au développement local et aux ensembles productifs, le développement de la gouvernance démocratique avec une ample participation citoyenne, la transparence et la publication des finances publiques, la promotion de l'équité, et la modernisation continue de l'Etat, pour profiter des opportunités offertes par les traités de libre commerce.

Le Plan National de Développement donne une réponse à la nécessité de réviser la stratégie de l'ERCERP et ses cibles, ainsi que de mener à bien de nouvelles réformes, dans le but d'accélérer la croissance économique, la création d'emplois et la satisfaction des Objectifs du Millénaire. Le propos global du Plan National de Développement est toujours la réduction de la pauvreté, mais à condition qu'elle soit atteinte principalement par le développement de la production et l'accroissement des exportations.

Le PND prévoit des actions pour améliorer le climat d'investissement, favoriser le développement productif, en s'appuyant sur le potentiel compétitif des territoires pour améliorer la position du Nicaragua dans le commerce mondial via la croissance de l'investissement étranger. Le plan poursuit trois objectifs généraux : augmenter les revenus et réduire la pauvreté, générer de meilleurs emplois, et augmenter les exportations et les investissements.

La vision stratégique réside dans la volonté de promouvoir des relations efficaces entre producteurs et fournisseurs, consommateurs et industries de soutien dans les territoires où le secteur privé peut maximiser la valeur ajoutée et l'emploi. Certains des ensembles stratégiques à développer sont : le café, la viande et les laitages, la culture de la crevette, le tourisme, la manufacture légère, le bois, l'énergie, et autres produits comme les fruits et les légumes, les oléagineux, le cacao, la banane, entre autres, objets des initiatives de développement du secteur privé.

Le PND s'exécute au travers d'axes prioritaires : cadre régulateur, mise en ordre des droits de propriété, développement des services financiers, promotion des exportations et attraction des investissements, augmentation de la productivité via des conglomerats, développement rural et respect de l'environnement. On met également l'accent sur l'importance des investissements dans les énergies renouvelables.

Principales cibles et principaux indicateurs.

Le principal objectif du PND est la croissance économique et la réduction de la pauvreté. On attend plus précisément que l'économie croisse avec un taux approximatif de 5 pour cent annuel sur le long terme, et que le pourcentage de nicaraguayens vivant dans l'extrême pauvreté baisse de 15,1 pour cent (2004) à 11,5 pour cent (2010). Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de continuer d'accroître les dépenses sociales, l'efficacité des politiques publiques, et le soutien de la communauté internationale.

Etant donné que la réduction de la pauvreté est réalisé par le biais de la génération des richesses, on a inclus dans le PND des indicateurs productifs : la croissance du produit intérieur brut, l'emploi, les exportations et les investissements.

Lors du Sommet du Millénaire de l'année 2000, les Etats membres des Nations Unies ont réaffirmé leurs engagements pour continuer à travailler pour la réalisation d'un développement durable et pour la réduction de la pauvreté, établissant ainsi les Objectifs du Millénaire.

Ces objectifs sont nés des accords acquis lors des sommets internationaux au cours de la dernière décennie et la majorité de ces derniers ont été incorporés dans le PND.

Les principaux indicateurs des secteurs prioritaires du PIC 2007-2010 sont les suivants (Cf. tableau page 13) :

- 1) Cibles éducatives : Le taux net de scolarité en école primaire passera de 82,6 pour cent en 2004 (76,4 pour cent en 2000) à 90,5 en 2010 (l'objectif original était 83,4 pour cent en 2005). Il y aura également un suivi des indicateurs de l'éducation préscolaire et secondaire. La cible originale de la ERCERP, consistant à réduire l'analphabétisme à un taux de 10 pour cent (2015) se maintient. Dans cette perspective, le PND propose une baisse à 15,6 pour cent en 2010.
- 2) Le secteur de la santé propose de faire passer la mortalité maternelle de 88,6 pour cent mille naissances (2004) à 63 en 2010, c'est-à-dire une réduction de 25,6 pour cent. Ce chiffre contraste avec les 12,3 pour cent contemplés dans la ERCERP pour la période 2000-2005. Pour remplir cet objectif, on favorisera l'extension de la couverture des accouchements en hôpitaux, des soins prénataux et de la détection précoce des grossesses. La mortalité infantile sera réduite de 31 pour mille naissances en 2001 à 27 pour mille en 2010 (ERCERP de 40 en 1998 à 32 en 2005). La mortalité infantile comprise entre les âges de 0 et 5 ans doit passer, selon les mêmes objectifs, de 40 en 2001 à 33 en 2010 (l'objectif initial de la ERCERP en 2005 était de 37).
- 3) Le secteur de l'eau potable a revu ses objectifs pour assurer une couverture de 83,5 pour cent en 2010, partant de la base de 75,8 pour cent en 2004. La cible initiale de la ERCERP était d'arriver à 75,4 pour cent en 2004. Des ajustements similaires se sont incorporés aux indices de couverture et d'accès dans les zones rurales et d'assainissement et d'égouts.

Cibles et indicateurs du Plan National de Développement (PND version novembre 2005)

Cibles Nationales 2010	Indicateurs	Année de référence 2004	Cible 2006	Cible 2007	Cible 2008	Cible 2009	Cible 2010 ^{5/}	Cible 2015
PAUVRETE								
Réduire l'extrême pauvreté	<u>Réduire l'extrême pauvreté de 15,1% en 2001 à 11,5% en 2010*</u>	15.1 EMNV (2001)	14.3				11.5	9.7
RESULTATS MACROECONOMIQUES								
Accroître le Produit Intérieur Brut	Produit intérieur Brut (PIB)		3.7	4.3	4.6	4.8	5.0	
	Accroissement annuel des exportations en pourcentage	20%	15%	15%	15%	15%	15%	
EDUCATION								
Augmenter le taux moyen de scolarisation de la population entre 10 et 19 ans.	<u>Accroître le taux net de scolarisation primaire de 82,6 % (2004) à 90,5 % (2010) *</u>	82.6	85.7	87.2	88.7	90.3	90.5	Accès à hauteur de 100% pour l'éducation primaire.
	Accroître le taux net de scolarisation préscolaire pour passer de 30,8% (2004) à 39,2% (2010).	30.8	33.9	35.3	36.4	38.1	39.2	Une moyenne de 9 ans de scolarité effectuée pour la population âgée de 10 à 19 ans.
	Accroître le taux net de scolarisation (en secondaire) de 40,1% (2004) à 49,7% (2010).	40.1	43.2	44.8	46.9	48.3	49.7	
Taux d'achèvement de l'école primaire, par sexe.	Accroître le taux d'achèvement du niveau primaire, désagré par sexe de 66% en 2004 à 72% en 2010.	66.0	68.0	69.0	70.0	71.0	72.0	100% des enfants achèvent l'éducation primaire.
	Filles Garçons	70.2 62.0	71.1 64.5	72.4 65.8	73.1 67.1	73.9 68.4	74.2 69.7	
Réduire le taux d'analphabétisme des personnes âgées de dix ans et plus. ¹	Réduire le taux d'analphabétisme des personnes âgées de dix ans et plus : de 18.7% (2001) à 15.6% (2010). ¹	18.7 EMNV (2001)	18.0				15.6	Réduire le taux d'analphabéti- sme de 10 %
SANTE								
Réduire la mortalité maternelle.	<u>Réduire la mortalité maternelle de 88,6 pour 100.000 naissances 2004 à 63 pour 100.000 en 2010*</u>	88.6	83.0	75.0	67.0	65.0	63.0	Réduire le taux de mortalité maternelle de 3/4 en 2015 par rapport aux chiffres de 1994. (22 pour 100,000 naissances en 2015)
Réduire la mortalité infantile. ^{3,4}	<u>Réduire la mortalité infantile de 31 pour 1000 naissances (2001) à 27 pour 1.000 (2010) *</u>	31 ENDESA (2001)		30			27	Réduire le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité des enfants entre 0 et 5 ans d'âge de 2/3 en 2015, par

**PROGRAMME INDICATIF DE COOPERATION 2007-2010 (PIC) ENTRE LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NICARAGUA**

Cibles Nationales 2010	Indicateurs	Année de référence 2004	Cible 2006	Cible 2007	Cible 2008	Cible 2009	Cible 2010 ⁵	Cible 2015
Réduire la mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans. ^{3,4}	<i><u>Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans de 40 pour 1000 naissances en 2001 à 33 pour 1000 en 2010 *</u></i>	40 ENDESA (2001)		39			33	rapport aux chiffres de 1994. (20 pour 1000 naissances et 24 pour 1000 enfants de moins de 5 ans.)
Réduire la dénutrition chronique des enfants de moins de 5 ans.	Réduire la dénutrition chronique des enfants de moins de 5 ans de 17.8% en 2001 à 12.8% en 2010.	17.8 ENDESA (2001)	16.5				12.8	Réduire la dénutrition chronique des enfants de moins de 5 ans de 17.8% à 7.0 % (2015).
<i><u>Arrêter la propagation du VIH/SIDA et commencer sa régression en 2015 *</u></i>	Taux de prévalence du VIH/SIDA	13.8 (2003)	16.1	16.6	17.0	17.5	18.0	
EAU ET ASSAINISSEMENT								
Augmenter la couverture nationale en eau	<i><u>Accroître la couverture nationale en eau potable de 75.8% (2004) à 83.5% (2010) *</u></i>	75.8	79.3	80.4	81.5	82.5	83.5	Augmenter à 90% la couverture nationale en eau.
	<i><u>Accroître la couverture urbaine en eau potable de 95.1% en 2004 à 96.4% en 2010</u></i>	95.1	96.3	96.3	96.3	96.3	96.4	
	<i><u>Accroître la couverture des zones rurales isolées en eau potable de 48.5% en 2004 à 65.8% en 2010</u></i>	48.5	54.5	57.4	60.2	63.0	65.8	
Augmenter l'accès national aux égouts et à l'assainissement.	<i><u>Accroître l'accès national à l'assainissement de 87.1% (2004) à 90.0% (2010).</u></i>	87.1	88.1	88.6	89.6	89.6	90.0	Augmenter à 95% la couverture nationale d'assainissement.
	<i><u>Accroître l'accès de la population urbaine au service d'égout de 35.1% (2004) à 43.4% en (2010)</u></i>	35.1	40.4	41.2	42.3	42.7	43.4	
Réduire le taux de consommation d'eau non comptabilisée.	Indicateur de consommation d'eau non comptabilisée au niveau national	56.0	52.0	50.0	48.0	46.0	44.0	

* Les cibles et indicateurs en gras, en italique et soulignés correspondent aux objectifs du millénaire.

¹ Enquête de Mesure du Niveau de Vie (EMNV).

² Préliminaire

³ Enquête Nationale de Démographie et de Santé (ENDESA).

⁴ Le financement de ENDESA pour 2009 n'est pas assuré.

⁵ Les cibles proposées pour 2010 ont été calculées en prenant en compte le comportement nécessaire pour atteindre les objectifs du millénaire.

Annexe d. Stratégies du Nicaragua dans les secteurs d'intervention du PIC: Education, Santé, Eau et Assainissement.

Education

Le plan national d'Education 2001-2010 constitue le document officiel des stratégies du Nicaragua dans le secteur éducatif. En 2004, le ministère de l'éducation, de la culture et des sports (MECD), a publié des politiques spécifiques pour l'éducation préscolaire, primaire et secondaire.

Les stratégies qui régissent les interventions dans le secteur sont :

- L'augmentation de l'offre et la promotion de la demande : accès, adaptabilité et équité, avec l'accroissement de la couverture des services, en mettant l'accent sur l'éducation préscolaire, primaire et secondaire, l'augmentation du nombre de centres avec le programme des écoles parentales, l'amélioration des infrastructures, la mise en œuvre d'un système de formation des enseignants, et la transformation des écoles normales en instituts supérieurs d'éducation.
- Transformation éducative : pertinence et qualité via des stratégies souples, qui correspondent aux besoins et aux demandes des territoires, la mise en œuvre des contenus en adéquation avec les compétences relatives aux programmes technologiques et professionnels, la consolidation des modalités éducatives ouvertes, l'amélioration de la qualité de vie des enseignants, et le renforcement du programme interculturel bilingue dans les régions autonomes.
- Amélioration de la gouvernance : participation, résultats, comptes-rendus de la gestion publique réguliers et transparents et efficience, par le processus de municipalisation de l'éducation. Incorporation des écoles publiques dans le régime de participation éducative, modernisation des structures centrales du MECD, mise en œuvre du système d'information éducative, et application du système national d'évaluation de la qualité.

Formation

La force de travail au Nicaragua se caractérise par une faible qualification, due aux hauts indices d'analphabétisme, aux faibles niveaux de scolarité, aux limitations dans l'accès à l'éducation et la formation technique, ce qui à son tour a un impact négatif sur les niveaux de productivité et de revenus.

Malgré l'exécution de différents programmes de formation, ce système est encore à ses débuts et la formation technique a été dirigée essentiellement vers le domaine administratif. Aussi bien l'éducation générale que la formation technique ont été insuffisantes, de faible couverture, et déliées de la réelle demande économique.

La politique du secteur vise à générer une force de travail avec la facilité et la volonté nécessaires à son insertion dans le marché du travail, de forme compétitive. Pour cela, ont été établies les lignes d'action suivantes :

- Améliorer la qualité, la pertinence et l'importance de l'offre de la formation technique et professionnelle, par la conception et la mise en œuvre d'un Système National de Capacitation et de Formation flexible, qui offre des programmes d'apprentissage liés au développement productif et aux caractéristiques socioéconomiques du territoire.

- Amplifier les capacités et améliorer l'accès à la formation technique et la formation, via l'accroissement du nombre d'étudiants, et particulièrement les plus pauvres, au cours des différents niveaux et modalités de formation. Augmenter la couverture et la pertinence de la formation professionnelle dans les entreprises qui contribuent à hauteur de 2 pour cent à INATEC, et améliorer les équipements et les infrastructures de base.

Formation en tourisme

Le tourisme est devenu l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie nicaraguayenne, avec une croissance annuelle de 15 pour cent du nombre de visiteurs. Par conséquent il est nécessaire de continuer à renforcer les investissements dans le tourisme, au moyen de meilleures infrastructures touristiques, de systèmes d'assainissement et surtout d'une formation des ressources humaines que nécessite le secteur.

La stratégie du Nicaragua se concentre dans la promotion du tourisme avec l'objectif de positionner le pays dans les marchés internationaux en saisissant l'avantage des ressources et des beautés naturelles de la nation.

Défis stratégiques

Les principaux défis de l'Institut Nicaraguayen du Tourisme (INTUR) pour la période 2005-2009 sont les suivants :

- Promouvoir et faciliter le développement et la compétitivité du secteur touristique du Nicaragua.
- Diversifier les produits touristiques que comprend le pays.
- Promouvoir et faciliter les investissements dans le secteur touristique et la commercialisation des produits touristiques du pays.
- Renforcer institutionnellement INTUR pour qu'il accomplisse sa mission.

Santé

Les principaux documents stratégiques du secteur de la santé sont : « Le plan National de Santé 2004-2015 » et le « Plan de Santé 2005-2009 ».

La politique dans le secteur consiste à garantir le droit et l'accès équitable et universel à un ensemble de services de base de santé pour accroître l'espérance de vie et la qualité de vie de la population. Dans ce contexte, les stratégies à suivre sont les suivantes :

- Améliorer la qualité et la couverture notamment au niveau primaire d'attention à la population la plus pauvre, en donnant priorité aux services auprès des femmes en âge fertile, les enfants de moins de cinq ans et les adolescents. Les actions incluront la rationalisation du réseau de service, la fourniture des services de base aux populations prioritaires, l'augmentation de l'offre en « maisons maternelles », l'intégration des services de planification familiale et les soins obstétriques de base, et l'amélioration du traitement des maladies communes de l'enfance.
- Accroître la prévention pour le changement d'attitudes, en incluant la communauté dans la gestion de la santé, en développant la stratégie nationale de communication et d'action dans la santé, ce qui procurera l'éducation et la formation pour favoriser des changements d'attitude et d'habitudes en faveur de la santé.
- Approfondir les réformes sectorielles en renforçant le rôle directeur et régulateur du MINSA et en améliorant la coordination avec les autres institutions et acteurs. On renforcera les capacités institutionnelles, les rapports d'activité, les mécanismes de suivi et les évaluations, ainsi que le système d'approvisionnement.
- Améliorer la coordination institutionnelle, pour compléter les actions des différents secteurs et accroître l'efficacité et l'efficience des programmes afin de générer un meilleur impact sur la population.
- Développer des stratégies novatrices de santé dans les régions autonomes de la RAAN et RAAS, conformant le « Paquet basique de services de santé » aux besoins de la population des régions, en mettant en œuvre le modèle d'attention de santé et en consolidant le processus de déconcentration.

Eau et assainissement

L'objectif principal de la politique du secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Nicaragua est d'accroître le niveau de vie de la population via l'amélioration de la santé et des conditions d'hygiène de la population.

L'objectif sectoriel spécifique vise la prestation de services en matière de fourniture d'eau potable et d'assainissement, en donnant priorité aux secteurs de la population à revenu modéré, aux conglomérats productifs et aux centres fournisseurs de services, tout en prenant en considération les thèmes transversaux du genre et de l'environnement ainsi que la participation des communautés bénéficiaires.

PROGRAMA INDICATIVO DE COOPERACIÓN

ENTRE

EL GOBIERNO DEL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

Y

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

2007-2010

INDICE

I	INTRODUCCION	3
II	OBJETIVOS DEL PIC	4
III	LOS SECTORES PRIORITARIOS DEL PIC	5
IV	LOS TEMAS TRANSVERSALES	7
V	MARCO JURIDICO E INSTITUCIONAL	8
VI	LAS MODALIDADES E INSTRUMENTOS DE INTERVENCION DEL PIC	9
VII	PROGRAMACION Y SEGUIMIENTO DEL PIC	11
VIII	PLANIFICACION PRESUPUESTARIA Y FINANCIERA DEL PIC	13
IX	ANEXOS	14

I INTRODUCCION

Desde 1990, el Gran Ducado de Luxemburgo y la República de Nicaragua han implementado proyectos de cooperación en Nicaragua. A lo largo de los últimos años las relaciones bilaterales entre los dos países han experimentado un fortalecimiento continuo y substancial, en particular en el campo de la cooperación al desarrollo.

Un primer Programa Indicativo de Cooperación (PIC) entre los dos países para el período 2003-2006 fue firmado el 5 de Febrero del 2003. Dicho PIC ha iniciado un nuevo período en las relaciones de cooperación caracterizado por un enfoque más coherente y programático. Hasta ese momento, la cooperación al desarrollo entre Nicaragua y Luxemburgo había estado basada esencialmente en un enfoque de "proyecto a proyecto".

Con la firma del PIC, las dos partes han acordado orientar su cooperación en el contexto de un marco programático que permitirá una evolución gradual hacia un Plan plurianual y multi- sectorial, de un carácter más estratégico, integrado y coherente.

El presente documento refuerza este aspecto y busca apoyar los esfuerzos del Gobierno de Nicaragua en el tema de la reducción de la pobreza, y promover el desarrollo sostenible.

Los objetivos del presente PIC se insertan en el contexto de las prioridades del Plan Nacional de Desarrollo de Nicaragua, en los Objetivos del Milenio para el Desarrollo para el 2015, y en los objetivos de la política luxemburguesa de cooperación para el desarrollo (anexo a).

El Programa Indicativo de Cooperación entre los dos países se rige por el Acuerdo General de Cooperación firmado el 21 de Febrero del 2000, y por el Acuerdo sobre la Comisión de Países Asociados, entre el Gobierno del Gran Ducado de Luxemburgo y el Gobierno de la República de Nicaragua y por los Protocolos respectivos de los proyectos en ejecución conforme a la legislación vigente.

En este contexto, el PIC busca igualmente promover la eficiencia y eficacia de la ayuda, haciendo referencia más particularmente a la "Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda". En este mismo espíritu la parte luxemburguesa se adhiere al "Plan de acción para una coordinación y armonización más estrecha" que ha sido adoptado por los Estados miembros y por la Comisión Europea.

II OBJETIVOS DEL PIC

Los objetivos estratégicos contenidos en el Programa Indicativo de Cooperación (PIC) son el resultado del diálogo entre las dos partes y se basan en las experiencias anteriores, así como en las prioridades definidas por el gobierno nicaragüense y la cooperación luxemburguesa.

OBJETIVOS ESTRATÉGICOS

- **Objetivo global:**

Coadyuvar a la reducción de la pobreza y promover el desarrollo sostenible.

Objetivo específico I: Apoyar el desarrollo socio-económico de Nicaragua, particularmente en los sectores de educación y formación de recursos humanos, la salud, y el acceso a agua potable y saneamiento.

Objetivo específico II: Maximizar el impacto de la cooperación por una mejor coordinación y armonización de la ayuda, y una utilización más eficaz de los fondos del programa.

El desarrollo sostenible se entiende en la forma definida por las Naciones Unidas en el informe Brundtland. Comprende principalmente:

- Un pilar económico dirigido a los objetivos del crecimiento y de la eficiencia económica.
- Un pilar social que busca satisfacer las necesidades humanas y responder a los objetivos de equidad y cohesión social. Comprende principalmente los temas de salud, educación, vivienda, empleo y de la cultura.
- Un pilar ambiental que busca preservar, mejorar y valorizar el medio ambiente y los recursos naturales en el largo plazo.

III LOS SECTORES PRIORITARIOS DEL PIC

La cooperación entre Luxemburgo y Nicaragua se guía por la realización de los Objetivos del Milenio para el Desarrollo (OMD), y particularmente por su aplicación en el Plan Nacional de Desarrollo de Nicaragua (anexo c.). En este contexto, el PIC 2007-2010 priorizará los sectores sociales siguientes:

SECTORES PRIORIZADOS

- a) Educación y formación de recursos humanos
- b) Salud
- c) El acceso a agua potable y saneamiento

a) La educación y la formación de recursos humanos.

En el sector educativo, las metas del milenio y las del PND de Nicaragua incluyen educación primaria para todos y la promoción de la equidad de género y el empoderamiento de las mujeres. Se dará prioridad al mejoramiento y pertinencia de la enseñanza, a proveer apoyo a las familias en extrema pobreza con subsidios que cubran el costo de oportunidad de la educación, y a revisar los procesos y métodos de la formación inicial y continua de los maestros y de los administradores de las escuelas.

Para ambos países, la educación en todos sus niveles, incluyendo la formación profesional y vocacional de los recursos humanos, tiene la más alta prioridad en sus relaciones de colaboración. La Educación es considerada como el factor más importante para el desarrollo sostenible y el alivio de la pobreza en Nicaragua.

La cooperación de Luxemburgo ha apoyado en los años recientes al sector educativo y la formación profesional y vocacional. Se ha dado prioridad al mejoramiento de las Escuelas Normales y recientemente a la formación de los recursos humanos para el sector turismo.

Con el propósito de mejorar la calidad de la formación inicial y continua de los maestros, se continuará apoyando en el período 2007-2010 a las Escuelas Normales Estatales.

También para promover el empleo y la generación de ingreso, apoyo adicional se dará a la formación profesional y vocacional en empleos relacionados con el turismo, que es considerado como uno de los conglomerados con mayor potencial de desarrollo en el PND de Nicaragua. Asimismo, y como ha sido recomendado en el Informe de Medio Término del PIC 2003-2006, se apoyará el desarrollo de las pequeñas empresas del sector turístico, inicialmente en la zona norte central del país (ruta del café). También se continuará apoyando la capacitación y creación de empleos en obras locales con un uso intensivo de mano de obra.

b) La salud

En el sector salud, las metas de Nicaragua incluyen la reducción de la mortalidad infantil y la mortalidad de niños menores de 5 años, el mejoramiento de la salud de la mujer mediante la reducción de la mortalidad materna, la lucha contra el VIH/SIDA, la malaria y otras enfermedades.

Aunque se han hecho algunos progresos, el incremento de la cobertura de los servicios de salud y la mejora de los indicadores, particularmente los de morbilidad y mortalidad, continúa siendo un reto.

La política en el sector salud está orientada a garantizar el derecho y el acceso equitativo y universal a un conjunto de servicios básicos de salud con el propósito de incrementar la esperanza y la calidad de vida de la población. Atención especial se dará a las poblaciones más pobres y que tienen la menor cobertura, dando prioridad a las mujeres en edad fértil, a los niños menores de 5 años y a los adolescentes.

En este contexto la cooperación de Luxemburgo continuará apoyando los esfuerzos de Nicaragua para mejorar los Sistemas Locales de Atención Integral en Salud (SILAIS) en los departamentos de Masaya, Carazo y Rivas, con el objeto de mejorar la cobertura y la calidad, especialmente de los servicios del nivel primario.

También se proporcionará apoyo adicional para proveer sistemas seguros y confiables de transfusión de sangre, incluyendo la recolección, almacenamiento y distribución.

c) El acceso a agua potable y saneamiento.

A pesar del progreso hecho en incrementar el acceso a agua potable en las zonas urbanas y rurales, y a sistemas de drenaje y saneamiento, se necesitan esfuerzos adicionales para alcanzar las metas de desarrollo del milenio (MDM), especialmente en las zonas rurales en donde la meta nacional es incrementar la cobertura de agua potable en las zonas rurales dispersas de 48.5% en 2004 a 65.8% en el 2010.

El sector de agua ha revisado sus metas nacionales para alcanzar 83.5% de cobertura total en agua potable en el 2010, partiendo de la base de 75.8% registrado en el 2004.

En saneamiento la meta es incrementar el acceso nacional de saneamiento de 87.1% en 2004 al 90% en el 2010.

Para alcanzar estas metas, Nicaragua necesita la cooperación de la comunidad internacional. Luxemburgo continuará apoyando los esfuerzos de Nicaragua para mejorar los sistemas de agua y saneamiento, especialmente en las zonas pobres urbanas y rurales del norte central del país.

IV LOS TEMAS TRANSVERSALES

Las dos partes acuerdan integrar en los proyectos del Programa Indicativo de Desarrollo 2007-2010 los temas transversales siguientes:

- **Gobernabilidad, democracia participativa, descentralización y ciudadanía.**

En asociación con los organismos multilaterales y la sociedad civil, las dos partes se comprometen a promover en el curso de la identificación y ejecución de los proyectos y programas:

1. La información y participación en la toma de decisiones de los grupos más vulnerables, particularmente de las mujeres y las minorías étnicas.
2. El proceso de descentralización, particularmente a través del reforzamiento de las capacidades locales y de los gobiernos municipales.
3. La rendición de cuenta tanto de los gobiernos locales como del gobierno central.

- **Medio Ambiente**

Las dos partes se comprometen a promover el desarrollo sostenible, tomando en cuenta los problemas del medio ambiente. Esta orientación significará particularmente:

1. La promoción de tecnologías adaptadas a la ecología, en particular el uso de energías alternativas renovables (solar, eólica, biogás).
2. Medidas encaminadas a la protección y restauración de los ecosistemas.
3. Estudios del impacto en el medio ambiente de todos los proyectos del PIC.

- **Género**

Las dos partes prestarán una atención particular a la dimensión de "género" y velarán para garantizar la participación directa y efectiva de las mujeres en la formulación y ejecución de los proyectos y programas, así como la distribución equitativa entre hombres y mujeres del valor agregado (ya sea éste económico o social) generado por los proyectos y programas.

V MARCO JURIDICO E INSTITUCIONAL

Las relaciones de cooperación entre Luxemburgo y Nicaragua se rigen por los acuerdos siguientes:

- El **Acuerdo General de Cooperación** entre el Gran Ducado de Luxemburgo y la República de Nicaragua firmado el 21 de Febrero del 2000.
- El **Acuerdo sobre la Comisión de Países Asociados** entre el Gran Ducado de Luxemburgo y la República de Nicaragua, firmado el 5 de Octubre del 2003.
- Los **Protocolos de Acuerdos** relativos a la ejecución de los proyectos financiados.
- El **PIC** en tanto instrumento de pilotaje y seguimiento de la cooperación a mediano plazo.

El presente PIC se aplica a los programas y proyectos bilaterales concebidos y ejecutados por los gobiernos de Luxemburgo y Nicaragua. Así mismo, el PIC constituye una referencia para los proyectos multilaterales y de la sociedad civil. El PIC es elaborado, ejecutado y evaluado conjuntamente por los gobiernos de Luxemburgo y Nicaragua por medio de las entidades gubernamentales y administrativas encargadas de la Cooperación al Desarrollo. Siendo estas:

Por Luxemburgo, el Ministerio de Relaciones Exteriores, del Comercio Exterior, de la Cooperación y de la Acción Humanitaria a través de la Dirección de Cooperación al Desarrollo y de su Oficina de Cooperación en Managua.

Por Nicaragua, el Ministerio de Relaciones Exteriores a través de la Secretaría de Relaciones Económicas y de la Cooperación.

Estas entidades son las responsables de la coordinación y seguimiento del PIC y se apoyan para su ejecución, en los servicios administrativos y técnicos competentes, así como en la experiencia y el conocimiento de las organizaciones internacionales y no-gubernamentales trabajando para el desarrollo de Nicaragua.

VI LAS MODALIDADES E INSTRUMENTOS DE INTERVENCION DEL PIC

La cooperación entre Luxemburgo y Nicaragua adoptará una de las formas siguientes o su combinación:

- **Cooperación Bilateral**

La cooperación bilateral constituye la principal modalidad de intervención del PIC y puede ser financiera y/o técnica.

Se trata de la colaboración directa entre la Cooperación luxemburguesa y las autoridades nicaragüenses competentes. Los proyectos bilaterales son generalmente ejecutados por la agencia de ejecución Lux-Development S.A.

Conforme a las recomendaciones del Informe de Revisión de Medio Término del PIC 2003-2006, para cada proyecto específico de la cooperación bilateral, un comité de dirección será responsable de la dirección general de cada proyecto. Los miembros de los comités de dirección serán un funcionario de la oficina de Cooperación de Luxemburgo en Managua, un funcionario del gobierno de Nicaragua, un representante de la Institución beneficiaria y un representante de la agencia de ejecución.

La descripción de los procedimientos de la cooperación bilateral se encuentra en el anexo b.

- **Cooperación Multilateral**

Las dos partes reconocen la importante contribución de la cooperación multilateral en las relaciones entre Luxemburgo y Nicaragua, así como en la lucha contra la pobreza y la realización de los Objetivos del Milenio para el Desarrollo. Con el propósito de armonizar las acciones ejecutadas dentro del marco de la cooperación entre las dos partes y de valorizar las oportunidades de complementariedad con las acciones bilaterales, el PIC incluirá la realización de proyectos multilaterales para un monto indicativo equivalente al 15% del presupuesto global de este PIC.

En referencia a las prioridades sectoriales del PND y del presente PIC, una colaboración privilegiada se mantendrá con las agencias internacionales siguientes: PNUD, OPS, UNFPA.

- **Cooperación descentralizada**

La cooperación al nivel de las municipalidades y de las iniciativas locales será promovida. Las dos partes acuerdan apoyar el proceso de descentralización en Nicaragua y de consolidar el reforzamiento de los gobiernos locales. El Gobierno de Nicaragua actuará en el sentido de apoyar y enmarcar las acciones descentralizadas. Conforme a las normas y procedimientos establecidos por el Gobierno de Nicaragua.

● **Cooperación con las Organizaciones no gubernamentales (ONG)**

El Gobierno de Luxemburgo estimula a las ONG luxemburguesas a trabajar en Nicaragua y continuará su cooperación con las ONG ya activas en el país. Les comunicará el presente PIC y tendrá éste en cuenta al momento de analizar las solicitudes de financiamiento de programas y proyectos presentadas por estas ONG.

VII PROGRAMACION Y SEGUIMIENTO DEL PIC

• La Programación

La cooperación entre el Gran Ducado de Luxemburgo y Nicaragua evoluciona hacia un enfoque programático. Tal enfoque tomará en cuenta las lecciones aprendidas de la ejecución del PIC anterior, será plurianual y de carácter más estratégico. Permitirá intervenciones de carácter más integral. Igualmente facilitará las iniciativas de carácter multisectorial, integrado y coherente, y tendrá en cuenta los aspectos de armonización y coordinación de la ayuda.

En este contexto, el PIC buscará igualmente promover la eficiencia y eficacia de la ayuda, refiriéndose particularmente a la « Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda ». Las dos partes acuerdan la participación permanente de la Oficina de Cooperación de Luxemburgo en Managua en las “Mesas Sectoriales” y en la “Mesa global de donantes”.

La programación se hará por grandes objetivos sectoriales contenidos en el Plan Nacional de Desarrollo de Nicaragua, dejando una mayor flexibilidad para la identificación a posteriori de las acciones concretas a desarrollar.

Las metas, objetivos e indicadores de los proyectos específicos deberán estar alineados con los del PND y con Objetivos del Milenio para el Desarrollo para el año 2015.

Un fondo para estudios, de un valor aproximado del 1% del monto financiero del presente PIC permitirá realizar estudios de factibilidad, de identificación, seguimiento y demás de los proyectos. El fondo será co-administrado por Luxemburgo y Nicaragua, particularmente por la Oficina de Cooperación de Luxemburgo en Managua y por la Secretaría de Relaciones Económicas y de la Cooperación del Ministerio de Relaciones Exteriores de Nicaragua.

En el contexto de los compromisos tomados a nivel internacional por el gobierno de Luxemburgo en materia de coordinación y armonización de la ayuda, éste examinará la posibilidad de contribuir en un futuro en el enfoque sectorial (SWAP).

• Duración del PIC

La duración del presente PIC es de cuatro años y cubre el periodo entre el 1 de Enero del 2007 al 31 de Diciembre del 2010.

• Evaluación y seguimiento del PIC

El Ministerio de Relaciones Exteriores a través de la Secretaría de Relaciones Económicas y de la Cooperación, por Nicaragua, y el Ministerio de Relaciones Exteriores a través de la Dirección de Cooperación al Desarrollo (DCD) y la Oficina de Cooperación en Managua, por Luxemburgo, son los organismos responsables del seguimiento del PIC.

El PIC será objeto de un examen anual de balance y de programación que podrá tener lugar al momento de la reunión de la Comisión de Países Asociados. Este examen será realizado por el Ministerio de Relaciones Exteriores y por la DCD, con la participación de los diversos beneficiarios y entidades involucradas en el programa.

En caso de necesidad, las dos partes convienen de reunirse, en cualquier momento, para evaluar el cumplimiento del PIC y adoptar las medidas necesarias para facilitar su ejecución.

Además, la evaluación conjunta del PIC se hará en dos momentos:

- Un balance a profundidad a mitad del período y la adopción eventual de medidas de reorientación de las acciones del PIC.
- Un balance conjunto al final del período.

Por otra parte, los proyectos y programas podrán ser sometidos a evaluaciones y auditorías internas y externas.

VIII PLANIFICACION PRESUPUESTARIA Y FINANCIERA DEL PIC

De conformidad con el Acuerdo General de Cooperación y los Protocolos relativos a los Proyectos, los Gobiernos de Luxemburgo y Nicaragua se comprometen a proveer los medios institucionales, humanos, materiales y financieros necesarios para la implementación y seguimiento de los proyectos del presente PIC. El Gobierno de Nicaragua se compromete en particular a asegurar el mantenimiento de las inversiones realizadas en el marco de la cooperación entre los dos países.


El financiamiento de las acciones a realizar estará esencialmente asegurado por las donaciones del Gran Ducado de Luxemburgo y las contrapartidas correspondientes de la República de Nicaragua.

El Gobierno de Luxemburgo está dispuesto a poner a la disposición del presente PIC una cartera financiera global de un monto indicativo de 31,6 millones de euro en el curso de los 4 años. La selección final de los programas y proyectos y los correspondientes montos a asignar se hará de acuerdo a los resultados de los estudios de identificación e informes de evaluación, y de acuerdo a las políticas de cooperación de Luxemburgo y las estrategias del PND de Nicaragua.

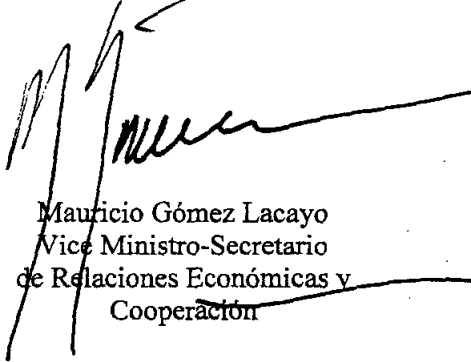
Este presupuesto permitirá financiar todas las acciones previstas en el presente PIC. La ayuda será aprobada y desembolsada, como donación, de manera equilibrada, en el transcurso de los 4 años de duración del PIC según el siguiente registro de vencimientos indicativo: 7 millones de euro en 2007, 7,4 millones de euro en 2008, 8,2 millones de euro en 2009, 9 millones de euro en 2010. El monto definitivo asignado cada año tendrá en cuenta la ejecución del PIC y la evolución de la Ayuda Pública al Desarrollo de Luxemburgo.

En fe de lo cual, firmamos el presente Programa Indicativo de Cooperación en Luxemburgo, en cuatro tantos de igual validez, dos en idioma francés y dos en idioma español, a los 4 días del mes de diciembre del 2006.

Por el Gobierno del
Gran Ducado de Luxemburgo


Jean-Louis Schiltz
Ministro de Relaciones Exteriores, de
la Cooperación y de la Acción
Humanitaria

Por el Gobierno de
la República de Nicaragua


Mauricio Gómez Lacayo
Vice Ministro-Secretario
de Relaciones Económicas y
Cooperación

IX ANEXOS

Anexo a. Las políticas de Luxemburgo de cooperación al desarrollo

La cooperación luxemburguesa al desarrollo se coloca decididamente al servicio de la erradicación de la pobreza, especialmente en los países menos desarrollados. Sus acciones se conciben dentro del espíritu del desarrollo sostenible, abarcando sus aspectos sociales, económicos y ambientales- con el hombre, la mujer y el niño en su centro.

Sus acciones se inscriben prioritariamente en la ejecución- de aquí al 2015- de los objetivos de desarrollo para el milenio. Así los principales sectores de intervención de la cooperación destacan los temas sociales: la salud, la educación, incluyendo en ella la formación y la inserción profesional y el desarrollo rural integral. Las iniciativas pertinentes en el dominio de las micro finanzas son alentadas y apoyadas, ya sean al nivel conceptual o al nivel operacional.

Desde un punto de vista geográfico, la cooperación luxemburguesa persigue, por deseo de eficacia e impacto, una intervención dirigida a un numero restringido de países asociados privilegiados. Dos de los países metas de la cooperación luxemburguesa se ubican en América central. La cooperación con estos países se distingue por un sentido agudo de asociación con las autoridades y las comunidades. Este espíritu de asociación complementado por el deseo de la apropiación de los programas y proyectos por los beneficiarios, precede la ejecución de los programas plurianuales de cooperación, los PIC (programas indicativos de cooperación).

En términos de ayuda pública al desarrollo (APD), la cooperación luxemburguesa se ubica desde el año 2000 en el grupo de los cinco países industrializados que dedican más del 0.7 por ciento de su ingreso nacional bruto a la cooperación al desarrollo. En 2006, la APD se calculará en 230 millones de euros y deberá representar más del 0.86 por ciento del INB. Como en el pasado este APD será ejecutada por medio de los instrumentos de cooperación bilateral, de cooperación multilateral, de la asistencia técnica y la cooperación con las ONG de desarrollo.

En paralelo, la cooperación luxemburguesa está activamente involucrada en la discusión alrededor de la definición de nuevos estándares de armonización y de calidad de la ayuda internacional al desarrollo. La cooperación luxemburguesa ha hecho suyas las conclusiones de la Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda: apropiación, armonización, alineación, resultados y responsabilidad mutuamente asumidos, en marzo 2005.

La cooperación luxemburguesa comprende asimismo un importante aspecto de asistencia humanitaria que se enmarca en el contexto mayor de la gestión civil de las crisis y puede desplazarse, bajo este marco, en caso de catástrofes naturales, lo mismo que en situaciones post-bélicas, a partir del cese de la violencia armada hasta el reinicio de las actividades de cooperación al desarrollo.

La política luxemburguesa en el tema de la cooperación al desarrollo y la asistencia humanitaria se caracteriza desde hace más de quince años por un esfuerzo constante y progresivo, tanto en cantidad como en calidad, en beneficio de las poblaciones más desprotegidas. Ello es la expresión de una solidaridad internacional expresada y confirmada y constituye como tal un vector importante de las relaciones internacionales del gobierno del Gran Ducado de Luxemburgo.

Anexo b. La descripción de los procedimientos de la cooperación bilateral

Para los proyectos bilaterales los procedimientos de decisión y de seguimiento-evaluación serán los siguientes:

- Identificación conjunta por los Gobiernos de Luxemburgo y de Nicaragua; esta identificación se llevará a cabo de conformidad con las orientaciones del PIC;
- En caso de necesidad, estudio de pertinencia y de factibilidad, examen del estudio por ambos Gobiernos;
- Presentación de una solicitud formal por parte del Ministerio de Relaciones Exteriores;
- Una vez aprobada la solicitud formal, el Gobierno de Luxemburgo da un mandato de formulación a Lux-Development;
- Formulación del proyecto / programa por Lux-Development en colaboración con los servicios técnicos competentes;
- Aprobación de los dos gobiernos del documento de proyecto, resultado de la formulación;
- Mandato de ejecución a Lux-Development por el Gobierno de Luxemburgo y firma de un protocolo entre ambos Gobiernos;
- Ejecución por Lux-Development en asociación con los servicios técnicos nicaragüenses y, en caso necesario, las organizaciones internacionales y/o no gubernamentales interesadas;
- Seguimiento y evaluación por ambos Gobiernos. Solicitudes de aumento presupuestario son presentados por el Ministerio de Relaciones Exteriores.

Anexo c. La Estrategia Reforzada de Crecimiento Económico y Reducción de la Pobreza (ERCERP 2001), y el Plan Nacional de Desarrollo (2005) de Nicaragua.

La Estrategia Reforzada de Crecimiento Económico y Reducción de la Pobreza (ERCERP 2001), ha sido hasta la introducción del Plan Nacional de Desarrollo (2005) el principal documento oficial de Nicaragua de sus estrategias, políticas, objetivos y metas.

Los principios guías de la ERCERP han sido: a) la continua modernización del Estado para incrementar tanto su enfoque como su eficiencia en proveer servicios a los pobres; b) la promoción complementaria de una mayor equidad mediante el incremento del acceso de los pobres a los beneficios del crecimiento, con especial énfasis en las comunidades rurales, mujeres, grupos indígenas y residentes de la Costa Atlántica; c) mayor transparencia, por medio de sistemas de administración pública mejorados, leyes y procedimientos, y rendición de cuentas a través de procesos participativos que incluyan a las comunidades metas, beneficiarios, y líderes locales; y d) una más amplia participación de todos los miembros de la sociedad nicaragüense en la ERCERP.

La estrategia de la ERCERP se ha basado en cuatro pilares y en tres temas transversales, que reflejaban los objetivos globales:

El primer pilar, crecimiento de base amplia y reformas estructurales, requería un crecimiento del PIB de al menos 5% anual e incrementos de las exportaciones a una tasa anual de al menos 15%.

El segundo pilar, inversión en capital humano de los pobres, demandaba una mejora en la cobertura, calidad e integración de los servicios de educación pública, salud, nutrición y servicios de la familia, particularmente en las áreas rurales.

El tercer pilar, mejor protección para los grupos vulnerables—definidos como aquellos afectados por desastres naturales, y aquellos con problemas físicos o familiares— requería en el corto plazo incremento en su acceso a los servicios públicos.

El cuarto pilar, gobernabilidad y desarrollo institucional, inicialmente requería una nueva legislación—leyes para mejorar el acceso a la información gubernamental, leyes para implementar prácticas modernas de compra en el sector público, leyes para estandarizar el servicio civil, leyes para modernizar el código penal y los procedimientos judiciales y la Contraloría General, y leyes para mejorar los registros de la propiedad inmobiliaria.

Tres temas transversales—la vulnerabilidad ambiental del país, una mayor equidad social, y la necesidad de descentralizar el proceso de toma de decisiones y de prestación de servicios—fueron también considerados.

Después de un largo proceso de ajuste estructural y disciplina fiscal, Nicaragua finalmente alcanzó en Enero 2004 la condonación de más del 80 por ciento de su deuda externa bajo el marco de la iniciativa para los países pobres altamente endeudados (HIPC). El apoyo de la comunidad cooperante y la sociedad nicaragüense permitió llevar a cabo este proceso en el marco de la Estrategia Reforzada de Crecimiento Económico y Reducción de la Pobreza (ERCERP 2001).

Con la implementación de la ERCERP se produjo cierta reactivación económica, en un contexto de baja inflación, estabilidad cambiaria y tasas de interés descendentes. Sin embargo, el aumento en el ingreso *per cápita* y la disminución de los niveles de pobreza no han sido como se esperaban. La ERCERP no contempló los efectos negativos de los precios record del petróleo en el mercado internacional y las repercusiones de la crisis bancaria del 2001 sobre el endeudamiento público interno.

El Plan Nacional de Desarrollo

A pesar de algunos avances de la ERCERP, ha prevalecido un limitado crecimiento de la economía y una baja efectividad en la lucha contra la pobreza. A pesar de los esfuerzos para incrementar tanto el gasto como la inversión social, Nicaragua todavía no alcanza las metas de reducción de la pobreza, especialmente en las zonas rurales, donde una buena parte de la población vive debajo de la línea de pobreza.

El Plan Nacional de Desarrollo (PND) fue elaborado para superar las limitaciones de la ERCERP, y fue presentado oficialmente a la sociedad nicaragüense en Septiembre del 2003 y la comunidad internacional en la reunión del Grupo Consultivo a finales del mismo año.

El Objetivo del PND es el crecimiento económico a tasas altas y sostenidas, mediante el apoyo al desarrollo local y los conglomerados productivos, el desarrollo de la gobernabilidad democrática con amplia participación ciudadana, la transparencia y rendición de cuentas en las finanzas públicas, la promoción de la equidad, y la continua modernización del Estado, para aprovechar las oportunidades que brindan los tratados de libre comercio.

El PND da respuesta a la necesidad de revisar la Estrategia de la ERCERP y sus metas y llevar a cabo nuevas reformas, con el propósito de acelerar el crecimiento económico, la generación de empleos y poder alcanzar las metas del milenio. El objetivo global del PND es siempre la reducción de la pobreza, pero a ser alcanzada principalmente, por medio del desarrollo de la producción y el incremento de las exportaciones.

El PND prioriza acciones para mejorar el clima de inversión, impulsar el desarrollo productivo, aprovechando el potencial competitivo de los territorios para mejorar la posición de Nicaragua en el comercio mundial mediante el incremento de la inversión extranjera. El Plan persigue tres objetivos generales: incrementar el ingreso y reducir la pobreza, generar mejores empleos, y aumentar las exportaciones y las inversiones.

La visión estratégica es propiciar relaciones eficientes entre productores, suplidores, consumidores e industrias de apoyo en los territorios donde el sector privado pueda maximizar su valor agregado y empleo. Algunos de estos conglomerados estratégicos a ser desarrollados son: café, carne y lácteos, camaronicultura, turismo, manufactura ligera, forestal, energía y otros productos como frutas y vegetales, oleaginosas, cacao, plátano, entre otros, sujetos a las iniciativas de desarrollo del sector privado.

El PND se ejecuta a través de ejes priorizados: marco regulatorio, ordenamiento de los derechos de propiedad, ampliación de servicios financieros, promoción de exportaciones y atracción de inversiones, incremento de la productividad mediante conglomerados, desarrollo rural y la sostenibilidad ambiental. También se resalta la importancia de hacer inversiones en la generación de energía basada en recursos renovables.

Principales metas e indicadores.

El principal objetivo del PND es el crecimiento económico y la reducción de la pobreza. Específicamente se espera que la economía crezca a una tasa de aproximadamente 5 por ciento anual en el largo plazo, y que el porcentaje de nicaragüenses viviendo en extrema pobreza descienda del 15.1 por ciento en el 2004 a 11.5 en el 2010. Para alcanzar esta meta, es necesario seguir incrementando el gasto social, la eficiencia de las políticas públicas, y el apoyo de la comunidad internacional.

Debido a que la reducción de la pobreza está siendo concebida desde una perspectiva de mayor generación de riqueza, se incluyeron en el PND indicadores productivos: el crecimiento del producto interno bruto, empleo, exportaciones e inversiones.

En la Cumbre del Milenio del 2000, los Estados miembros de las Naciones Unidas reafirmaron sus compromisos para seguir trabajando en la consecución de un desarrollo sostenido y reducción de la pobreza, estableciéndose las metas del milenio para tales fines. Éstas nacieron de acuerdos alcanzados en cumbres internacionales en la última década, la mayoría de las cuales han sido incorporadas en el PND.

Los principales indicadores de los sectores priorizados en el PIC 2007-2010 son los siguientes:

1. Metas educativas: La tasa neta de escolaridad en primaria se incrementará de 82.6 por ciento en 2004 (76.4 por ciento en 2000) a 90.5 en 2010 (la meta original era 83.4 en 2005). También habrá un seguimiento a los indicadores de la educación en preescolar y secundaria. Se mantiene la meta original de la ERCERP de reducir la tasa de analfabetismo al 10 por ciento en 2015, para lo cual el PND propone bajar al 15.6 por ciento en 2010.
2. El sector salud plantea reducir la mortalidad materna de 88.6 por cien mil nacidos vivos en el 2004 a 63 en 2010, es decir una reducción de 25.6 por ciento, en contraste con 12.3 por ciento contemplado en la ERCERP para el período 2000-2005. Para ello se incrementará la cobertura de partos institucionales, cuidados prenatales y cobertura de la detección precoz del embarazo. La mortalidad infantil se reducirá de 31 por mil nacidos vivos en 2001 a 27 en 2010 (ERCERP de 40 en 1998 a 32 en 2005). Por su parte la mortalidad en niños menores de cinco años se espera pase de 40 en el 2001 a 33 en el 2010 (la meta original de la ERCERP en 2005 era 37).

3. El sector agua potable revisó sus metas para lograr una cobertura de agua potable total de 83.5 por ciento en 2010, partiendo de una base del 75.8 por ciento registrado en 2004. La meta original de la ERCERP era llegar al 75.4 por ciento en 2004. Ajustes similares se incorporaron en los índices de cobertura y acceso a agua segura en zonas urbanas y rurales, y de saneamiento y alcantarillados.

Metas e Indicadores del Plan Nacional de Desarrollo (Tomados del PND versión Noviembre 2005).

Metas Nacionales 2010	Indicadores	Año Base 2004	Meta 2006	Meta 2007	Meta 2008	Meta 2009	Meta 2010 ^{5/}	Metas 2015
POBREZA								
Reducir la extrema pobreza	<i>Reducir la extrema pobreza de 15.1% en 2001 a 11.5% en 2010*</i>	15.1 EMNV (2001)	14.3				11.5	9.7
DESEMPEÑO MACROECONOMICO								
Incrementar el producto interno bruto	Producto Interno Bruto (PIB)		3.7	4.3	4.6	4.8	5.0	
	Incremento porcentual anual de las exportaciones	20%	15%	15%	15%	15%	15%	
EDUCACION								
Aumentar el promedio de años de escolarización de la población entre 10 y 19 años.	<i>Incrementar la Tasa Neta de escolarización de Primaria de 82.6% en 2004 a 90.5% in 2010 *</i>	82.6	85.7	87.2	88.7	90.3	90.5	Acceso del 100% en educación primaria.
	Incrementar la Tasa Neta de escolarización de Preescolares de 30.8% en 2004 a 39.2% en 2010	30.8	33.9	35.3	36.4	38.1	39.2	9-años de escolaridad promedio de la población entre 10 y 19 años de edad.
	Incrementar la Tasa Neta de escolarización de Secundaria de 40.1% en 2004 a 49.7% en 2010	40.1	43.2	44.8	46.9	48.3	49.7	
Tasa de terminación de primaria, desagregada por sexo.	Incrementar la tasa de terminación de primaria, desagregada por sexo, de 66% en 2004 a 72% en 2010.	66.0	68.0	69.0	70.0	71.0	72.0	100% de niños terminan la educación primaria.
	Desagregado por sexo: Niñas Niños	70.2 62.0	71.1 64.5	72.4 65.8	73.1 67.1	73.9 68.4	74.2 69.7	
Reducir el analfabetismo de las personas de 10 o más años. ¹	Reducir la Tasa de Analfabetismo entre las personas con 10 años y más de	18.7 EMNV (2001)	18.0				15.6	Reducir Tasa de Analfabetismo 10%

**PROGRAMA INDICATIVO DE COOPERACIÓN (PIC) ENTRE EL GOBIERNO DEL
GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA 2007-2010**

Metas Nacionales 2010	Indicadores	Año Base 2004	Meta 2006	Meta 2007	Meta 2008	Meta 2009	Meta 2010 ^{5/}	Metas 2015
	18.7% en 2001 a 15.6% in 2010 ¹							
SALUD								
Reducir la mortalidad materna	<u>Reducir la mortalidad maternal de 88.6 por 100,000 nacidos vivos 2004 a 63 por 100,000 en 2010 *</u>	88.6	83.0	75.0	67.0	65.0	63.0	Reducir la tasa de mortalidad maternal en ¾ al 2015 respecto a 1994. (22 por 100,000 nacidos vivos al 2015)
Reducir la mortalidad infantil ^{2 4}	<u>Reducir la mortalidad infantil de 31 por 1,000 nacidos vivos en 2001 a 27 por 1,000 en 2010 *</u>	31 ENDESA (2001)		30			27	Reducir la tasa de mortalidad infantil y la de niños menores de 5 años en 2/3 al año 2015, respecto a 1994.
Reducir la mortalidad en niños menores de 5 años ^{5 3 4}	<u>Reducir la mortalidad en niños menores de 5 años de 40 por 1000 nacidos vivos en 2001 a 33 por 1000 nacidos vivos en 2010 *</u>	40 ENDESA (2001)		39			33	(20 por 1000 nacidos vivos y 24 por 1000 niños menores de 5 años)
Reducir la desnutrición crónica en niños menores de 5 años.	Reducir la desnutrición crónica en niños menores de 5 años de 17.8% en 2001 a 12.8% en 2010	17.8 ENDESA (2001)	16.5				12.8	Reducir la desnutrición crónica en niños menores de 5 años de 17.8% a 7.0 % en 2015
<i>Detener la propagación del VIH/SIDA y comenzar a revertirla en 2015 *</i>	Tasa de prevalencia de VIH/SIDA	13.8 (2003)	16.1	16.6	17.0	17.5	18.0	
AGUA Y SANEAMIENTO								
Aumentar cobertura nacional de agua	<u>Incrementar la cobertura nacional de agua potable de 75.8% en 2004 a 83.5% en 2010 *</u>	75.8	79.3	80.4	81.5	82.5	83.5	Aumentar a 90% la cobertura nacional de agua.
	Incrementar la cobertura urbana de agua potable de 95.1% en 2004 a 96.4% en 2010	95.1	96.3	96.3	96.3	96.3	96.4	

**PROGRAMA INDICATIVO DE COOPERACIÓN (PIC) ENTRE EL GOBIERNO DEL
GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA 2007-2010**

Metas Nacionales 2010	Indicadores	Año Base 2004	Meta 2006	Meta 2007	Meta 2008	Meta 2009	Meta 2010 ^{5/}	Metas 2015
	Incrementar la cobertura en áreas rurales dispersas de agua potable de 48.5% en 2004 a 65.8% en 2010	48.5	54.5	57.4	60.2	63.0	65.8	
Aumentar el acceso nacional a alcantarillado y saneamiento.	Incrementar el acceso nacional a saneamiento de 87.1% en 2004 a 90.0% en 2010	87.1	88.1	88.6	89.6	89.6	90.0	Aumentar a 95% la cobertura nacional de saneamiento.
	Incrementar el acceso de la población urbana al servicio de alcantarillado de 35.1% en 2004 a 43.4% en 2010	35.1	40.4	41.2	42.3	42.7	43.4	
Reducir el índice de agua no contabilizada.	Índice de agua no contabilizada a nivel nacional	56.0	52.0	50.0	48.0	46.0	44.0	

* Las metas e indicadores presentados en letra itálica y subrayada son Metas del Milenio.

¹ Proviene de la Encuesta de Medición de Niveles de Vida (EMNV).

² Preliminar

³ Proviene de la Encuesta de Demografía y Salud (ENDESA).

⁴ El financiamiento de la ENDESA para el 2009 no está asegurado.

⁵ Las metas propuestas al 2010, se han calculado en base al comportamiento necesario para cumplir con los compromisos internacionales al 2015, el cumplimiento de estos indicadores está en dependencia de la movilización de recursos adicionales.

Anexo d. Estrategias de Nicaragua en los sectores de intervención del PIC: Educación, Salud, Agua y Saneamiento.

Educación

El Plan Nacional de Educación 2001-2015 constituye el documento oficial de las estrategias de Nicaragua en el sector educativo. En 2004 el Ministerio de Educación, Cultura y Deportes (MECD), también publicó políticas específicas para la educación preescolar, primaria y secundaria.

Las estrategias que rigen las intervenciones en el sector son:

- Ampliación de la oferta y estímulo de la demanda: acceso, adaptabilidad y equidad, con el aumento de la cobertura de los servicios, con énfasis en la educación preescolar, primaria y secundaria, aumento del número de centros con el programa de escuelas-padres, mejoramiento de la infraestructura, implementación del sistema de capacitación a docentes, y transformación de las escuelas normales en institutos superiores de educación.
- Transformación educativa: relevancia y calidad a través de estrategias flexibles que respondan a las necesidades y demandas de los territorios, implementación de contenidos acordes a competencias con programas tecnológicos y vocacionales, consolidación de modalidades educativas abiertas, mejoramiento de la calidad de vida de los docentes, y fortalecimiento del programa intercultural bilingüe en las regiones autónomas.
- Mejoramiento de la gobernabilidad: participación, resultados, rendición de cuentas y eficiencia, a través del proceso de municipalización de la educación. Incorporación de las escuelas públicas al régimen de participación educativa, modernización de la estructura central del MECD, implementación del sistema de información educativa, y aplicación del sistema nacional de evaluación de la calidad.

Capacitación y Formación

La fuerza laboral en Nicaragua se caracteriza por una baja calificación, originada en los altos índices de analfabetismo, bajos niveles de escolaridad, limitaciones en el acceso a la educación y la capacitación técnica, lo que a su vez tiene un impacto negativo en los niveles de productividad e ingresos.

A pesar de que se han ejecutado diferentes programas de capacitación, el sistema es aún incipiente y la formación técnica ha estado dirigida fundamentalmente a las áreas administrativas. Ambas ofertas de capacitación y formación técnica han sido insuficientes, de baja cobertura, y desvinculadas de la demanda real de la economía.

La política para el sector está orientada a generar una fuerza laboral con habilidades y destrezas necesarias para su inserción en el mercado laboral de forma competitiva. Para esto, se establecieron las siguientes líneas de acción:

- Mejorar la calidad, pertinencia y relevancia de la oferta de formación técnica y profesional, a través del diseño e implementación de un Sistema Nacional de Capacitación y Formación flexible, que ofrezca programas de aprendizaje relacionados con el desarrollo productivo y características socioeconómicas del territorio.
- Ampliación de capacidades y mejoramiento del acceso a la formación técnica y capacitación, mediante el incremento del número de estudiantes, especialmente los más pobres, en los diferentes niveles y modalidades de formación. El aumento de la cobertura y pertinencia de capacitación laboral en empresas aportantes del 2 por ciento a INATEC, y el mejoramiento de la infraestructura básica y equipamiento.

Formación en Turismo

El turismo se ha convertido en uno de los sectores más dinámicos de la economía nicaragüense, con incrementos anuales del 15% del número de visitantes. Consecuentemente es necesario continuar fortaleciendo las inversiones en turismo, por medio de mejoras en la infraestructura turística, sistemas de saneamientos y sobre todo la formación de los recursos humanos capacitados que requiere el sector.

La estrategia de Nicaragua se centra en promocionar el turismo con el objeto de posicionar al país en los mercados internacionales tomando ventaja de los recursos y bellezas naturales de la nación.

Retos Estratégicos

Los principales retos del Instituto Nicaragüense de Turismo (INTUR) para el período 2005-2009 son los siguientes:

- Promover y facilitar el desarrollo y la competitividad del sector turismo de Nicaragua.
- Diversificar los productos turísticos con que cuenta el país.
- Promover y facilitar la inversión en el sector turismo y la comercialización de los productos turísticos del país.
- Fortalecer institucionalmente al INTUR para que cumpla con su misión.

Salud

Los principales documentos de las estrategias del sector salud son: "El Plan Nacional de Salud 2004-2015" y el "Plan de Salud 2005-2009".

La política en el sector está orientada a garantizar el derecho y el acceso equitativo y universal a un conjunto de servicios básicos de salud para incrementar la esperanza y calidad de vida de la población. En este contexto, las estrategias a seguir son las siguientes:

- Mejorar la calidad y la cobertura particularmente en el nivel primario para atender a la población más pobre y con menor cobertura, priorizando los servicios de la mujer en edad fértil, niños menores de 5 años y adolescentes. Las acciones incluirán: racionalizar la red de servicios, proveer el paquete básico de servicios a las poblaciones priorizadas, aumentar la oferta de casas maternas, integrar los servicios de planificación familiar y los cuidados obstétricos básicos, y mejorar el tratamiento de enfermedades comunes en la niñez.
- Incrementar la promoción y prevención para fomentar cambios de conducta, incorporando a la comunidad en la gestión de salud, desarrollando la estrategia nacional de comunicación y acción en salud, la cual proveerá información y educación para favorecer cambios de hábitos y conductas pro salud.
- Profundizar las reformas sectoriales, fortaleciendo el rol rector y regulador del MINSA y mejorando la coordinación con otras instituciones y actores. Se fortalecerán las capacidades institucionales, la rendición de cuentas, los mecanismos de seguimiento y evaluación y el sistema de abastecimiento de insumos.
- Mejorar la coordinación interinstitucional para complementar las acciones de diferentes sectores e incrementar la eficiencia y la eficacia de los programas, a fin de generar un mayor impacto sobre la población.
- Desarrollar estrategias innovadoras en salud en las regiones autónomas de la RAAN y la RAAS, adecuando el Paquete Básico de Servicios de Salud (PBSS) a la población de las regiones, implementando el modelo de atención en salud y consolidando los procesos de desconcentración.

Agua y Saneamiento

El objetivo superior del Sector de Agua y Saneamiento de Nicaragua es incrementar el nivel de vida de la población por medio del mejoramiento de la salud y de las condiciones de higiene de la población.

El objetivo específico sectorial es garantizar la provisión de servicios sostenibles de Agua Potable y Saneamiento, priorizando a los sectores de la población con menos recursos, los conglomerados productivos y los Centros Proveedores de Servicio. Todo dentro de un contexto de equidad de género, participación comunitaria y protección ambiental.